

Suite de la page 05

Il s'agit des projets de textes sur les partis politiques et leur financement, sur les associations, sur la communication et les médias, et enfin sur la presse.

A propos d'experts, justement, que pensez-vous de ces récriminations qui évoquent un détournement de souveraineté en faisant état de l'appropriation du pouvoir de décision au sein de la Haute Instance par un groupe de juristes qui vous seraient, personnellement, inféodés ?

«Détournement de souveraineté» ! Vous devez poser la question aux membres du Conseil. Ces derniers, d'après mes connaissances, ont le plus grand respect pour le groupe de juristes qu'ils apprécient non seulement pour leur compétence mais également pour leur neutralité. «Juristes qui me seraient personnellement inféodés» ! Voilà une accusation totalement dénuée de fondement. Les juristes qui font partie du groupe d'experts appartiennent aux différentes facultés de droit du pays : les deux facultés de Tunis, la faculté de Sousse, la faculté de Sfax, la faculté de Jendouba et l'institut de Kairouan. Le groupe d'experts comprend, également, des juges judiciaires, des juges administratifs et des avocats. Avant de les

La Haute Instance est une «autorité publique indépendante». Elle fait partie des institutions de l'État. Mais elle doit fonctionner de manière tout à fait autonome, sans recevoir d'ordres ou d'instructions de quiconque.

rencontrer au sein de la Haute Instance, je n'avais, avec plus des deux tiers du groupe d'experts, aucun lien de connaissance personnelle, ni, à fortiori, d'amitié. Les collègues que je connaissais personnellement ont été choisis sur la base de leur seule compétence. Je peux même dire qu'avec ces derniers, dans le passé, je n'avais pas toujours eu des rapports particulièrement amicaux. En choisissant les experts, j'ai précisément agi dans le sens totalement contraire à celui que l'on veut m'imputer. C'est-à-dire que j'ai fait en sorte de choisir des personnalités avec qui je n'avais aucune relation personnelle. Mais que voulez-vous ? Il faut bien trouver un bouc émissaire à ses frustrations. Je dois vous avouer que j'ai refusé d'intégrer dans le groupe des personnes qui me l'avaient expressément demandé et qui étaient spécialement venus me rencontrer pour cela. Sans porter atteinte à la modestie, je pense être assez bien placé pour juger la valeur des juristes. Par ailleurs, parmi les détracteurs, il en existe qui ont échoué plusieurs fois devant des jurys que je présidais il y a fort longtemps. Leur manque de qualification, évidemment, ne peut, d'après leur jugement personnel, leur être imputé. Nous connaissons fort bien cette rengaine : ce n'est jamais à cause de soi-même qu'on échoue, mais à cause du jury. Ce sont ces personnes-là qui ont lancé l'accusation dont vous faites état.

Comment se déroulent les travaux de la Haute Instance ? Vous avez souvent évoqué le consensus comme fondement essentiel du fonctionnement de cette Haute Instance. Des personnalités influentes et des partis importants sur la scène politique ont, épisodiquement, manifesté leur désaccord jusqu'à quitter, parfois, la Haute Instance. Quelle évaluation, personnellement, faites-vous de l'esprit démocratique, fondement lui-même de tout consensus, qui règne au sein de la Haute Instance ?

Comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure, le travail de l'Instance s'est fait dans une certaine improvisation. Nous avons, constamment, travaillé dans l'urgence avec un sens tout à fait minimum de la discipline. La règle du consensus, sauf exception, a toujours été respectée. Je vous ai expliqué la raison pour laquelle certains partis politiques ont suspendu leur participation aux travaux de l'Instance. Mais en définitive, cette dernière a été le lieu d'éclosion de notre première expérience démocratique dans l'histoire récente de notre République. Les débats, les

votes, les élections au sein de l'Instance se sont caractérisés par le pluralisme, la transparence, le consensus ou parfois le vote majoritaire. Il est important de le noter. La première expérience de démocratie politique en Tunisie a vu le jour au sein de l'instance de réalisation des objectifs de la révolution. C'est un point que les détracteurs de l'Instance oublient d'évoquer.

La Haute Instance doit statuer – si elle ne l'a déjà fait – sur des questions essentielles dans la vie politique et institutionnelle de la Tunisie. Loi électorale, loi sur les partis, loi sur la presse, notamment sont à son ordre du jour. La démarche ne préjuge-t-elle pas de ce que pourrait décider l'Assemblée constituante, autrement plus légitime que la Haute Instance ? Ce ne serait pas risqué si l'Assemblée constituante estimait nécessaire de déjuger la Haute Instance ?

Je réponds en premier lieu que nous ne savons encore rien de l'étendue des compétences de l'Assemblée constituante. Se limiterait-elle à l'élaboration d'un texte constitutionnel ou bien exercera-t-elle en même temps le pouvoir législatif ? Il est par conséquent aberrant, de ce point de vue, de soutenir que l'Instance empiète sur les compétences de la Constituante. En second lieu, tout ce que l'Instance a produit rentre, strictement, dans les attributions qui lui ont été reconnues par le décret-loi numéro 6 du 18 février 2011 organisant l'Instance.

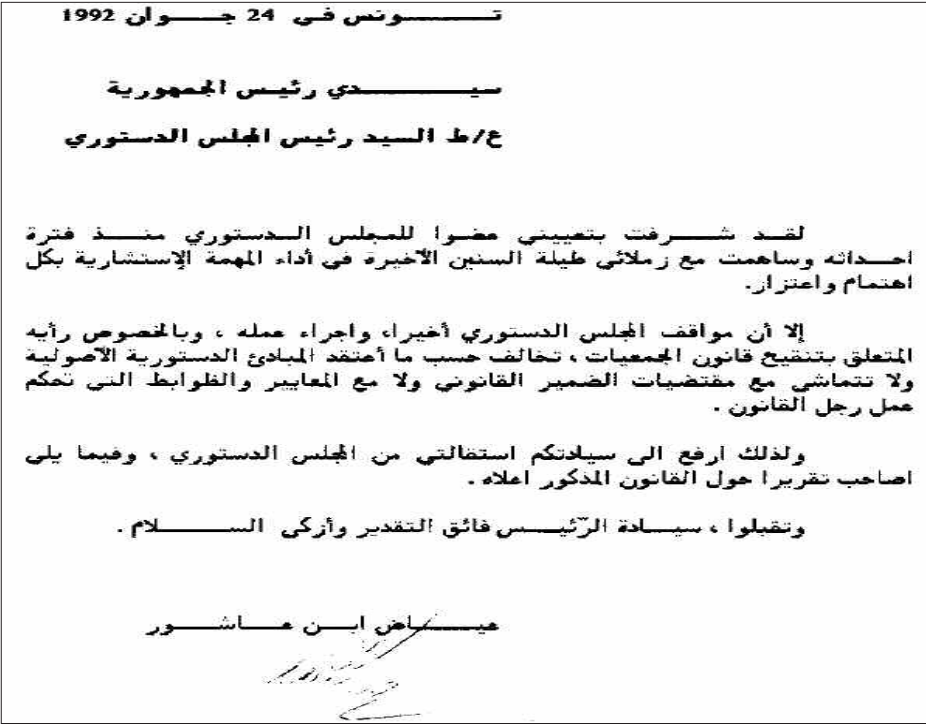
Enfin, pour quoi oublie-t-on si souvent de rappeler que l'Instance ne fait que proposer des projets qui doivent être adoptés, en fin de parcours, et conformément au texte sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics, par le titulaire du pouvoir législatif, le président de la République.

Finalement quels sont les résultats d'étape de la Haute Instance ? Quel est l'échéancier adopté par la Haute Instance pour réaliser son plan de charges ?

Nous sommes au début de l'été. Sur le plan du cadre électoral, la Haute Instance est en train d'achever sa mission. Cela ne veut évidemment pas dire que sa mission est terminée. Il lui reste à examiner et débattre sur les questions de politique générale d'ici le rendez-vous historique du 23 octobre 2011. Nous devons espérer que sur ce point le gouvernement fera preuve d'assez de sagesse et de responsabilité pour accepter ce principe si important dans cette phase transitoire où n'existe aucune assemblée représentative élue, aucun parlement, aucun organe de dialogue. La Haute Instance est le seul lieu où pourrait s'instaurer le débat démocratique.

Vous êtes optimiste sur le respect de ces échéances ? Il n'existe pas d'entraves à l'avancement de vos travaux ? Les pôles de pouvoir résiduels de l'ancien régime se sont, donc, résignés au changement démocratique ? Certains nouveaux acteurs apparus sur la scène politique ne risquent-ils pas d'entraver le fonctionnement de la Haute Instance ?

Trop de questions en une seule. Je vais me contenter de répondre à la question centrale sur «les pôles de pouvoir résiduel de l'ancien régime». La révolution signifie l'appropriation par le peuple tunisien d'un certain nombre de principes vitaux pour une vie politique saine, c'est-à-dire une vie démocratique. Sans parti dirigeant, cette révolution ne s'est pas donnée la possibilité de procéder par elle-même au travail de rénovation et de purification des élites gouvernantes, des administrations, de la justice, des services publics, de l'université, des syndicats, des organisations nationales, des entreprises publiques. Pour cela elle doit compter sur le gouvernement provisoire. Sans parler de l'hypothèse dans laquelle un responsable de l'exécutif provisoire actuel est lui-même un responsable de l'ancien régime, il faut reconnaître que l'ensemble du gouvernement provisoire baigne et travaille dans un milieu



Lettre de démission du Conseil constitutionnel adressée à l'ancien président Ben Ali.

encore dominé par des personnes totalement impliquées dans le fonctionnement de l'ancien régime. La tâche du gouvernement provisoire est donc extrêmement difficile. D'un côté, il ne peut procéder à une éradication systématique des administrations et des services, car cela pourrait se retourner contre lui, mais d'un autre côté, il doit montrer le maximum de loyalisme et d'engagement du côté de la révolution. Il serait désastreux que le gouvernement oublie son devoir de loyauté envers la révolution.

Evoquant le risque de dévoiement du processus démocratique, vous soulignez que «l'ivresse de la liberté est une mauvaise chose pour le peuple». Vous insistez, au contraire, sur ce que vous considérez le corollaire de la liberté en affirmant que «la liberté nécessite de la mesure et de la discipline». A qui s'adresse, exactement, cette mise en garde ?

Liberté et rationalité doivent aller de concert. La liberté démocratique consiste à élaborer, à partir d'un débat d'idées généralisé, des solutions aux problèmes du présent et des plans d'action pour la gestion du futur. Cette liberté est une conquête difficile qui se situe entre la tendance au désordre et la ten-

Ce qui s'est passé en 1992, l'année où j'ai démissionné du Conseil constitutionnel, c'est que celui-ci a eu à examiner un projet de loi sur les associations. Ce projet, en fait, était destiné à provoquer la mort de la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

dance au totalitarisme.

Elle nécessite par conséquent une discipline sociale qui se manifeste par l'organisation des partis politiques et des associations, par les règles du jeu qui nous permettent de débattre sans violence ni blocage des institutions, par le règne de la loi dans un État de droit, par l'équilibre des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Effectivement, la liberté démocratique n'est pas une ivresse. Elle présuppose la discipline. L'ivresse de la liberté conduit à l'anarchie et l'anarchie nous ramène à la dictature, sous une forme ou une autre. L'ivresse de la liberté assassine les libertés.

Quelle innovation essentielle apporte le pacte républicain que vient d'adopter la Haute Instance ? S'agit-il d'un consensus avéré destiné à imprimer la vie politique en Tunisie dans une perspective stratégique ou tout juste d'un accord de bonne conduite temporaire jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante ?

Le Pacte républicain constitue, pour l'essentiel, un rappel des principes de la révolution, avec des précisions concernant le caractère civil de l'Etat, la séparation de la religion et de la politique, l'égalité homme-femme, la liberté syndicale et le droit de grève, la liberté totale de croyance et d'expression. A ce titre, il constitue une rupture

symbolique d'une grande portée par rapport à la pratique politique ancienne. Devant les critiques qu'il a suscitées de la part de la majorité des membres de l'instance, en particulier au sujet du caractère excessivement emphatique des dispositions relatives à l'identité arabe et islamique du pays, et du paragraphe relatif au refus de la normalisation avec «l'entité sioniste», le texte initial a fait l'objet de plusieurs modifications. Et ces dernières ont toujours été le fruit de négociations et de concessions. Le texte ne coule pas d'une seule source. Pour cette raison, il ne peut satisfaire tout le monde. Il est destiné à être signé par l'ensemble des acteurs de la vie politique en vue d'engager chacun d'eux à respecter les principes démocratiques intangibles sur lesquels sera édifié le futur système politique de la Tunisie.

«En démocratie il n'y a pas de victoire ni de défaite absolue», dites-vous. Comment vous assurez-vous du respect de ce principe dans le fonctionnement de la Haute Instance ? Comment, selon vous, ce principe pourrait être pris en compte dans la nouvelle Constitution ?

Le mode de prise de décision par consensus, qui est celui de la Haute Instance, est une application stricte du principe qu'en démocratie il n'y a ni défaite ni victoire absolue. Il ne s'agit pas d'un principe de droit constitutionnel, mais d'un précepte politique. L'affirmation qu'en démocratie il

n'existe «pas de victoire absolue, ni de défaite absolue» résume les deux principes-clés du gouvernement démocratique. Le premier, c'est que le parti qui a gagné les élections ne doit pas transformer sa victoire électorale en une entreprise de domination ou d'exclusion des groupes minoritaires, quelle que soit leur nature. Autrement dit, il lui est interdit de consommer, intégralement, les fruits de sa victoire, même si cela lui était, juridiquement, possible.

Le deuxième principe, c'est que le perdant électoral accepte la règle du jeu en reconnaissant sa défaite et en se soumettant à la loi du parti majoritaire. Autrement dit, il lui est interdit d'interrompre le processus démocratique, de refuser sa soumission à la loi, encore moins d'entrer en dissidence par l'utilisation de la violence.

Tout ce qui lui est reconnu, c'est de s'opposer et de combattre la loi majoritaire par des moyens pacifiques et démocratiques tels que la presse, les associations, les partis, l'édition, les manifestations pacifiques et les réunions publiques.

**M. C. M.
A suivre demain
«Nos manières d'être musulmans nous ont souvent empêchés de progresser»**